

LE CHO

du Centre

ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION DE BEN BARKA

L'invitation en France de Hassan II est malvenue

Le collectif « Mehdi Ben Barka-Mémoire vivante », composé de différentes associations célébrera, le 29 octobre, le trentième anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de Mehdi Ben Barka. Hier, des représentants locaux de ce collectif — France-liberté, Mouvement de la paix, Mouvement des démocrates marocains en France — ont tenu un point presse pour dire combien l'indignation est grande chez les démocrates, depuis l'annonce de l'invitation du roi Hassan II en France par Jacques Chirac. « Alors que va être célébré le trentenaire de la disparition de Ben Barka, le moment est plutôt malvenu pour inviter le roi du Maroc et nous demandons au président de la République de renoncer à ce projet » souligne Hamid Benzekri. Sans compter que des opposants au régime continuent de disparaître au Maroc, même si la pression a permis d'obtenir certaines libérations.

« A cela s'ajoute le rapport de l'observatoire géopolitique des drogues qui stipule « le Maroc est un Narco-Etat » (voir notre édition du 24 octobre page dialogue-rencontre).

En Haute-Vienne, la mobilisation ne faiblit pas et au printemps dernier, un débat



s'est tenu en présence du fils de Mehdi Ben Barka « qui est venu témoigner et dire que la complicité de la France avec le régime marocain est établie pour ce qui est de la disparition de Ben Barka ».

Au plus haut niveau, tout est fait pour cacher ce dossier, protégé par la « raison d'Etat ». C'est pourquoi, en février dernier, à Paris, s'est créé le collectif « Ben Barka-Mémoire vivante » pour qu'éclate enfin la vérité.

Des actions sont menées au niveau international et, mardi dernier, à l'initiative des comités de lutte contre la répression au Maroc, une intervention a eu lieu au Parlement européen à Strasbourg sur la disparition au Maroc. Une intervention soutenue par le PCF, le PS, les Radicaux et les Verts.

Marquer l'anniversaire

A l'initiative du fils de Ben Barka, Saad, des cour-

riers ont été adressés aux maires, et ici en Haute-Vienne à Alain Rodet, maire de Limoges, pour demander que soit « immortalisée la mémoire de Mehdi Ben Barka, par le nom d'une rue, d'une place, d'un square ou tout autre lieu symbolique dans la ville ».

Pour le collectif, il s'agit de maintenir une pression toujours plus forte, car l'amitié entre le roi du Maroc et l'Etat français se porte bien et depuis de nombreuses décennies.

Voici une page consacrée en grande partie à la critique artistique, ...

Mais nous débuterons cette page sur une lettre ouverte, celle qu'adresse au président de la République française un de nos lecteurs et amis, Hamid Benzekri, membre de la Commission de coordination du Mouvement des démocrates marocains en France. Une lettre bienvenue en cette année où est célébré le trentième anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de Mehdi Ben Barka, dont le fils est venu au mois de juin dernier à Limoges, décidé à poursuivre sa quête de justice.

Notre ami le Roi et les narco-trafiquants

CANDIDAT à la présidence de la République, vous avez pris l'engagement « d'être imploré vis-à-vis des trafiquants de la drogue... de la mort », une fois élu...

A peine élu président, vous avez réservé votre premier déplacement en Afrique, à « votre ami le Roi ».

Pourtant, vous n'ignorez pas, M. le Président, que l'observatoire géopolitique des drogues a établi, à la demande de l'Unité drogue du secrétariat général de la commission des communautés européennes, un rapport accablant de 94 pages sur la production et le trafic des drogues au Maroc.

D'après ce récent rapport (*) « le Maroc est un Narco-Etat ».

« Il est le premier exportateur mondial de haschisch, une plaque tournante de la cocaïne vers l'Europe... Les bénéfices de ce trafic servent selon la plus haute vraisemblance à financer les agissements d'activités, notamment algériens, qui ont fait du Maroc une base de repli ».

« Le narco-traffic se développe grâce à une corruption généralisée à tous les niveaux du gouvernement ».

« Le narco-traffic finance les partis politiques et il est



♦ Les relations franco-marocaines ne datent pas d'hier. 1963 : le général de Gaulle recevait sur le perron de l'Elysée le roi Hassan II (au milieu sur la photo). C'était deux ans avant l'enlèvement et l'assassinat de Mehdi Ben Barka à Paris, « affaire qui avait outré le général de Gaulle à l'époque ».

très souvent protégé par l'entourage du palais royal ».

Et pour cause : le roi, sa cousine Fatima Zohra Alaoui... et son beau-frère Ahmed Osman, ex-Premier ministre, sont impliqués et nommément désignés dans ce rapport.

« Le narco-traffic marocain est lié à la mafia sicilienne » y lit-on encore.

Mais le Maroc est non seulement un « narco-Etat », il est aussi un « Etat de non-droit » où la disparition, la torture jusqu'à la mort, la détention pour délit d'opinion et l'exil, par

crainte pour l'avenir et pour la vie, sont toujours d'actualité...

Le 24 octobre prochain, (aujourd'hui NDLR) au Parlement européen de Strasbourg, le Maroc de Hassan II sera encore une fois au banc des accusés. Cette fois-ci, pour le cas des dis-

parus marocains et sahraouis.

Le 29 octobre, un peu partout en France, entre autres, nous célébrerons le 30^e anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de Mehdi Ben Barka à Paris. Affaire, qui avait outré le général de Gaulle à l'époque.

Et c'est cet individu que vous avez invité et que vous vous apprêtez à accueillir, prochainement, en France !

Que peut-on attendre de vous et des ami(e)s courtois(e)s de Hassan II ?

Mais les démocrates de France sauront, sans aucun doute, réserver à « notre ami le Roi » l'accueil qu'il mérite.

Est-ce ainsi, qu'au nom de la France vous comptez célébrer le 30^e anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de Mehdi Ben Barka ?

Croyez, M. le Président, à mon profond respect pour tous ceux qui refusent de brader leurs valeurs à des tyrans sans foi, ni loi...

Hamid BENZEKRI
(Limoges)

(*) Vous pouvez vous procurer une copie de ce rapport auprès de l'OGD, BP 190, 75463 Paris Cedex 10.